

● (1450)

M. Allmand: Je m'excuse. Je croyais que le député parlait des profits réalisés dans l'industrie alimentaire. On entend mal parfois. Je n'ai pas encore vu le rapport qu'il mentionne. Je voudrais le lire avant de faire des commentaires à son sujet.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

LE RAPPORT DE LA COMMISSION DE RÉVISION GÉNÉRALE—LA RAISON DE L'ABSENCE DES MINISTRES

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au vice-premier ministre qui, en répondant aux questions posées par le député de York-Simcoe et d'autres députés, a montré qu'il connaissait mal le rapport prouvant par là que le gouvernement ne prenait pas ce rapport très au sérieux.

Sur une question aussi grave pour l'économie, l'avenir du pays et, apparemment, la maintien du dialogue, pour reprendre l'expression même du gouvernement, le ministre peut-il m'expliquer comment il se fait que, le jour où ce document est rendu public, neuf ministres qui détiennent des portefeuilles à caractère économique et le premier ministre soient absents de la Chambre des communes? Y-a-t'il une raison qui explique l'absence de ces neuf ministres? J'aimerais bien la connaître et tous les Canadiens aussi.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, j'accepte que le député me reproche de manquer de connaissances sur cette question ou sur tout autre sujet, mais je tiens à lui faire remarquer que mes réponses sont fondées sur le rapport lui-même, tandis que les questions posées par ses collègues étaient entièrement fondées sur le communiqué émis par le Congrès du travail.

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: A mon sens, si les députés de l'opposition s'y connaissent le moins, ils seraient sans doute en mesure de formuler eux-mêmes leurs questions au lieu de se fier à un document que certaines personnes pourraient percevoir comme n'étant pas nécessairement impartial.

Le premier ministre et les titulaires de neuf ministères à vocation économique sont aujourd'hui à Toronto pour affaires gouvernementales...

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: ... pour s'y entretenir, aujourd'hui et demain, avec un nombre important de groupes intéressés à la chose publique. Bien sûr, le président du Conseil ministériel de l'expansion économique a rendu public aujourd'hui ce rapport qui, je l'espère, fera l'objet d'abondantes discussions publiques.

Questions orales

M. Baker (Grenville-Carleton): La vie économique de notre pays est d'une extrême importance et il me semble que le gouvernement devrait attendre que les ministres à vocation économique soient présents à la Chambre afin que nous puissions les interroger le jour même de la parution du rapport.

Il y a toutefois un autre problème. Dans ce rapport, le gouvernement a-t-il manœuvré de façon à tromper le peuple canadien en ce qui a trait à l'activité du gouvernement, et je songe à toute la question du revenu de la taxe à la consommation? Dans sa réponse, le gouvernement a laissé entendre, en page 25, que le comité avait le mandat de s'occuper de la révision de la taxe à la consommation. En fait, nous avons tenté d'obtenir du gouvernement qu'il précise ce mandat, mais il a répondu: «Après que le comité aura terminé son étude». Le gouvernement a tenté de laisser entendre que la question de la taxe à la consommation était à l'étude au Parlement. C'est faux...

Des voix: La question!

M. Baker (Grenville-Carleton): Quand le gouvernement compte-t-il mettre en route cette révision?

M. MacEachen: J'aimerais répondre au député que d'après mon interprétation, le rapport dit tout le contraire des allégations du député.

Des voix: Bravo!

* * *

LES CHEMINS DE FER

LE RÉTABLISSEMENT DES LIAISONS FERROVIAIRES ENTRE LE NORD ET LE SUD DE L'ONTARIO

M. B. Keith Penner (Thunder Bay): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports mais en son absence je me tournerai vers son secrétaire parlementaire.

Je voudrais savoir si le ministre des Transports est au courant des difficultés que l'horaire des trains de Via Rail crée aux habitants du Nord de l'Ontario qui doivent prendre le train sur la grande ligne du CNR à l'Ouest de Capreol. A cause des mauvaises correspondances, il est difficile, parfois carrément impossible de se rendre en train à Toronto, capitale politique et commerciale de la province. Quelles mesures le ministre des Transports est-il disposé ou décidé à prendre pour essayer de rétablir cette liaison ferroviaire de première importance entre le Nord et le Sud de l'Ontario?

M. Charles Lapointe (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, cette affaire a effectivement été portée à l'attention du ministre qui a demandé à Via Rail d'ouvrir le dossier. Les responsables de cette société, m'a-t-on dit, étudient actuellement cette affaire et soumettront à l'approbation de la Commission canadienne des Transports tous les changements qu'il y aurait lieu d'apporter.